

Question d'Europe

n°290

7 octobre 2013

L'opinion publique européenne : en finir avec le pessimisme ?

Julien Zalc

Résumé :

Après de longues années de crise, au cours desquelles l'état de l'opinion publique européenne s'est nettement dégradé, notamment en ce qui concerne le soutien à l'Union et ses institutions, certains signes semblent indiquer que les choses sont en train de s'améliorer. A un moment où les prévisions économiques pour 2014 sont porteuses d'espérance, l'opinion publique semble aussi se redresser : le pessimisme concernant l'avenir recule ; de plus, les préoccupations économiques sont moins prégnantes, lorsque celles envers les questions sociales et de société gagnent du terrain. Malheureusement, il semble que si la situation s'améliore, les inégalités entre Européens se renforcent. C'est un problème dont il faut tenir compte, à quelques mois des élections européennes, une échéance qui pourrait marquer le début d'un nouveau cycle entre les Européens et leurs institutions.

15 septembre 2013, triste anniversaire : cinq ans plus tôt, le 15 septembre 2008, la mise en faillite de la banque d'affaires Lehman Brothers marquait le début du plus grand bouleversement économique depuis 1929. Cinq années de crise financière, de crise économique et monétaire, de crise de la dette publique, devenue dorénavant crise sociale, avec un chômage touchant plus du quart de la population dans certains Etats membres de l'Union européenne. Cinq années ? Plus que cela en réalité : la crise a démarré dès l'été 2007, avec l'affaire des « subprimes » aux Etats-Unis, dont les soubresauts se sont fait sentir de ce côté-ci de l'Atlantique. Durant cette période, l'opinion publique européenne a été fortement ébranlée et les indicateurs économiques et de soutien à l'Union européenne ont enregistré des chutes sévères, atteignant parfois les plus bas niveaux de l'histoire de l'Eurobaromètre.

Où en sommes-nous ? Peut-on, enfin, envisager une sortie de crise pour l'Union européenne ? Certains indicateurs économiques semblent en tout cas sur le point de repasser au vert. Au printemps 2013, la Commission européenne a publié des prévisions économiques [1] plutôt encourageantes : elles prédisent un retour à une croissance positive pour 2014, même si elles restent assez sombres pour l'année en cours. Par ailleurs, des signaux favorables parviennent des Etats-Unis, où l'on parle désormais de reprise économique. On assiste également à un changement de ton dans certains discours officiels, notamment en France : François Hollande sent qu'il « se passe quelque chose en économie », Pierre Moscovici estime que « 2014 sera la première année de la véritable croissance », quand Christine Lagarde se déclare « désespérément optimiste » pour la crois-

sance mondiale. Alors méthode Coué pour insuffler de la confiance aux consommateurs, et refaire partir la consommation ? Ou signes bien réels que l'Europe est en train de s'extirper de la crise ?

Un indicateur continue pourtant d'inquiéter : le chômage n'en finit pas de grimper, notamment dans la zone euro : au premier trimestre 2013, le taux de chômage était de 11% dans l'Union européenne, et de 12.2% dans la zone euro. Cette thématique de l'emploi est très présente dans l'esprit des Européens et elle imprègne l'ensemble des résultats des enquêtes d'opinion.

Malgré cette forte préoccupation à l'égard du chômage, les résultats des dernières enquêtes Eurobaromètre semblent indiquer qu'au niveau de l'opinion publique européenne, « quelque chose est en train de se passer ». Dans le dernier Eurobaromètre Standard du printemps 2013, on note ainsi une réelle amélioration des projections dans l'avenir. Dans le même temps, la préoccupation à l'égard des questions économiques est en recul (à l'exception du chômage), tandis que l'inquiétude concernant les questions sociales et sociétales semble reprendre de la vigueur. La combinaison de ces différents éléments indique peut-être que le moral de l'opinion publique européenne va commencer à se redresser durablement.

Pour autant, une question pose problème : les écarts entre Etats membres, et entre différentes catégories sociodémographiques, se sont creusés. Les progressions les plus fortes sont enregistrées parmi les pays les plus riches et auprès des catégories d'Européens les plus aisées ; elles sont plus modestes auprès des caté-

1. http://ec.europa.eu/economy_finance/eu/forecasts/2013_spring_forecast_en.htm

gories les plus précarisées. C'est le revers de la médaille : cette amélioration de la situation économique semble s'accompagner d'un accroissement des inégalités.

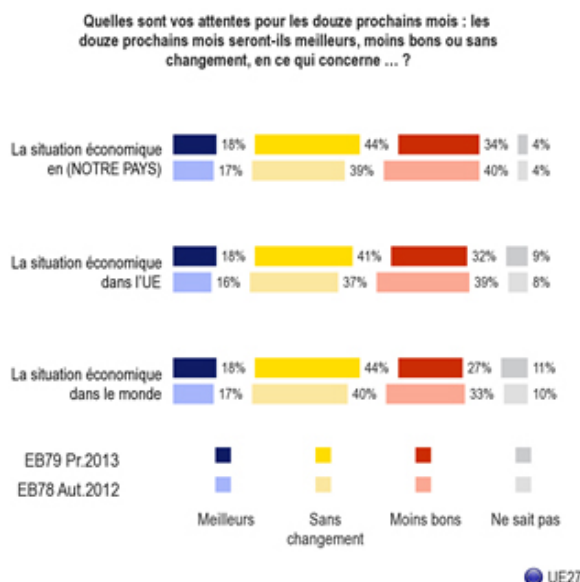
Enfin, un autre événement, plus politique, doit être pris en considération : la perspective des élections européennes, en mai 2014, où près de 400 millions de citoyens seront appelés aux urnes pour élire leurs députés européens. Pour la première fois, ils participeront indirectement, par leur vote, au choix du prochain Président de la Commission européenne. Anecdote ? Sûrement pas. Cela pourrait représenter une réelle opportunité pour l'Union européenne.

1/ DES ATTENTES POUR L'AVENIR QUI S'AMÉLIORENT

Plusieurs questions de l'Eurobaromètre portent sur les projections des Européens pour l'avenir. Ils sont ainsi interrogés sur leurs attentes pour les douze prochains mois en ce qui concerne la situation économique nationale, européenne et internationale. Mais aussi sur leur sentiment concernant l'impact de la crise sur l'emploi :

a-t-il atteint son apogée, ou au contraire est-ce que le pire est à venir ? Dans le dernier Eurobaromètre standard (EB79, printemps 2013), ces indicateurs projectifs enregistrent des hausses sensibles.

C'est notamment le cas en ce qui concerne les projections à court terme sur la situation économique. Bien sûr, les proportions d'optimistes demeurent très minoritaires : moins d'un Européen sur cinq seulement pense que les douze mois à venir seront « meilleurs » en ce qui concerne la situation économique nationale, européenne ou mondiale (18% pour les trois niveaux testés) [2]. Ces proportions sont même plutôt stables depuis l'enquête précédente, réalisée à l'automne 2012 [3]. Mais le pessimisme recule assez nettement : -6 points pour la situation économique nationale (34% pour « moins bons »), -7 pour la situation européenne (32%) et -6 pour la situation économique dans le monde (27%). La catégorie « sans changement » progresse dans les trois cas de figure (niveau national, +5 ; européen +4 ; mondial +4). Aux niveaux national et européen, les pessimistes sont désormais moins nombreux que les citoyens qui prédisent un *statu quo*.



2. Eurobaromètre Standard 79, printemps 2013 http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/eb/eb79/eb79_first_fr.pdf

3. Eurobaromètre Standard 78, automne 2012 http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/eb/eb78/eb78_first_fr.pdf

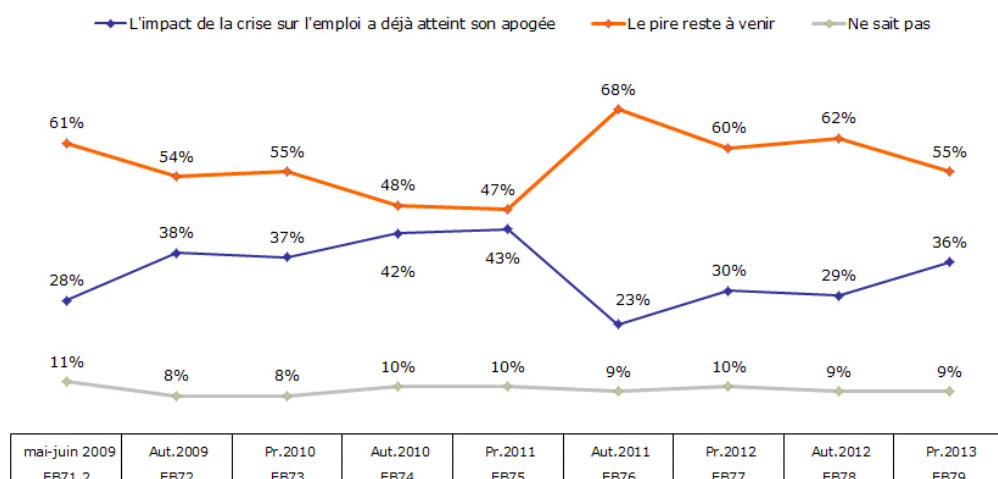
A ce stade, on ne peut pas encore parler d'un vrai bouleversement et d'une réelle reprise de la confiance, d'autant que, pour le moment, la baisse du pessimisme ne se fait pas au profit de l'optimisme, qui n'enregistre que des hausses modérées (respectivement +1 ; +2 ; +1). Mais il est possible que cette progression de «

sans changement » soit une étape intermédiaire, un premier pas vers une réelle amélioration de l'état d'esprit des Européens et de leurs projections pour l'avenir : comme si les « ex-pessimistes » choisissaient, dans un premier temps, la réponse « sans changement » avant de basculer franchement dans l'optimisme.

Un autre indicateur – également projectif – confirme cette amélioration de l'état de l'opinion. Le sentiment que l'impact de la crise sur l'emploi a déjà atteint son

apogée progresse nettement (+7 points par rapport à l'automne 2012, à 36% [4]), tandis que l'opinion inverse recule (55%, -7).

Laquelle de ces deux opinions se rapproche le plus de votre opinion ?



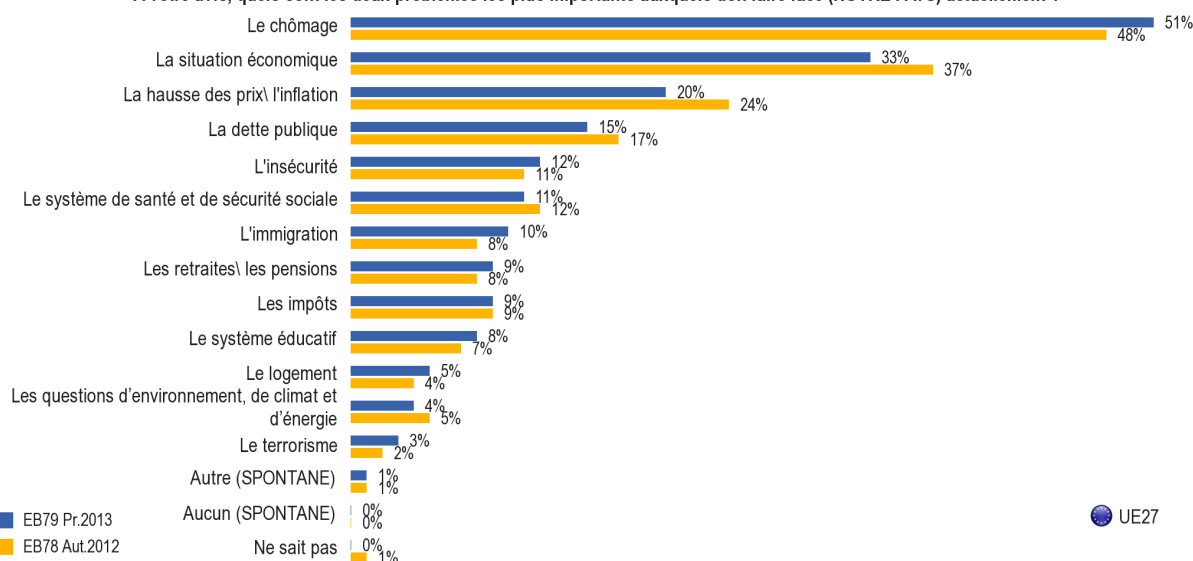
Les attentes des Européens pour le futur proche sont donc bien meilleures qu'à l'automne 2012. Mais les indicateurs étudiés sont souvent soumis à des évolutions importantes d'une enquête à l'autre. Dispose-t-on d'éléments qui pourraient nous laisser penser que cette amélioration peut être durable ?

PRÉOCCUPATIONS ÉCONOMIQUES RECULENT, TANDIS QUE LES QUESTIONS SOCIALES ET SOCIÉTALES PROGRESSENT

Pour les Européens, le chômage est, de loin, le principal problème auquel leur pays est confronté. Plus de la moitié d'entre eux donnent cette réponse (51%), largement devant la situation économique (33%), l'inflation (20%) et la dette publique (15%) [5].

2. EN DEHORS DU CHÔMAGE, LES

A votre avis, quels sont les deux problèmes les plus importants auxquels doit faire face (NOTRE PAYS) actuellement ?



UE27

4. Cf EB Standard 79

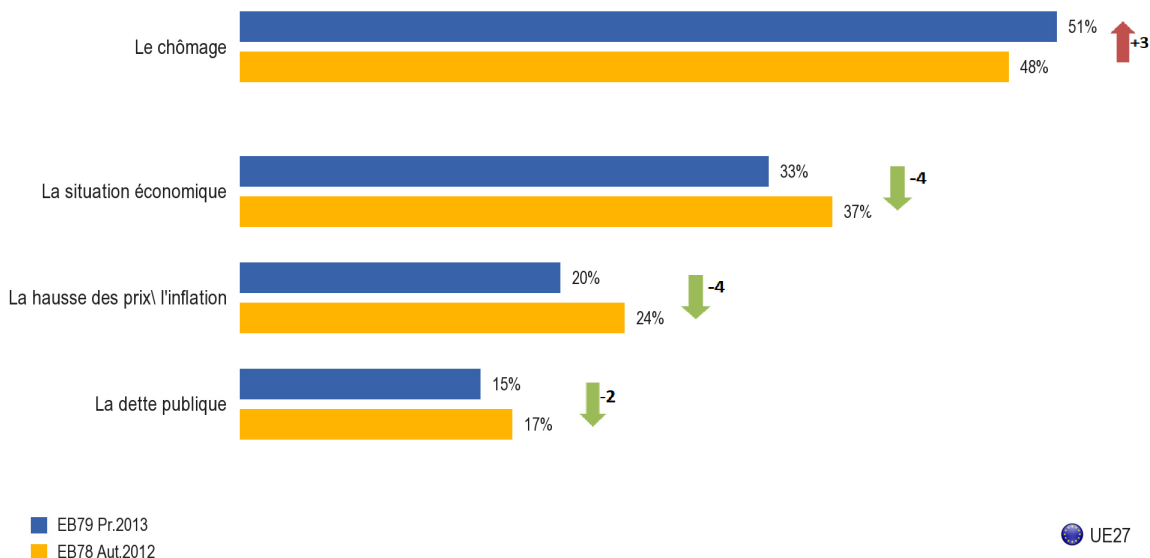
5. Cf EB Standard 79

L'opinion publique européenne : en finir avec le pessimisme ?

C'est donc un quatuor de thèmes économiques qui domine les préoccupations des Européens. Mais une analyse des évolutions révèle que, si le chômage continue de grimper (+3 points depuis automne 2012), ce n'est pas le cas des autres dimensions économiques qui reculent :

c'est le cas de la situation économique (-4), de la hausse des prix/inflation (-4), et de la dette publique (-2). C'est une tendance générale : si la préoccupation à l'égard du chômage continue de se renforcer, d'une manière générale, les thèmes économiques perdent du terrain.

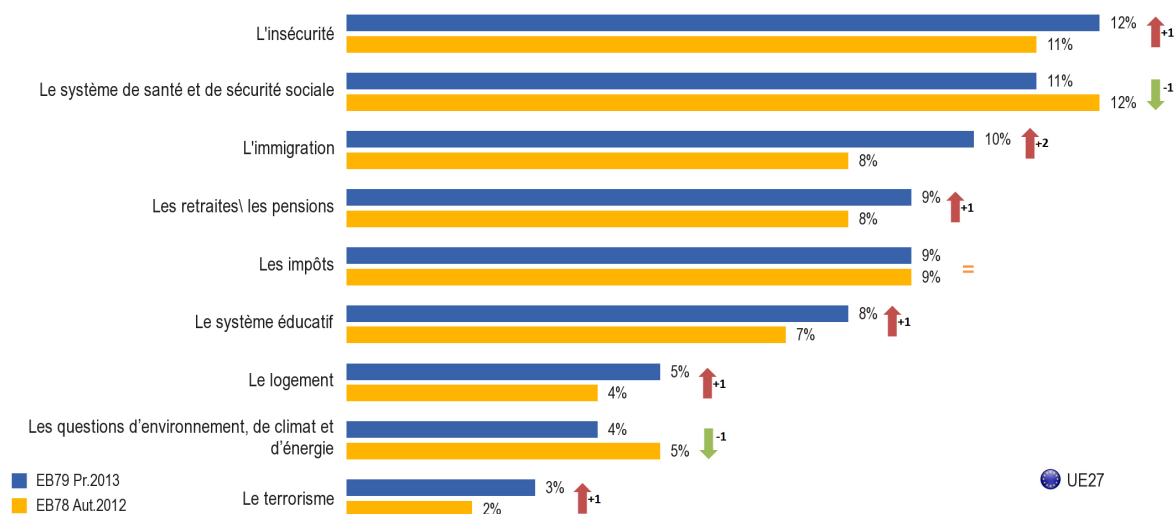
A votre avis, quels sont les deux problèmes les plus importants auxquels doit faire face (NOTRE PAYS) actuellement ?



Ce recul des thèmes économiques se fait en partie au profit du chômage, mais d'autres items progressent également :

c'est le cas pour l'insécurité (+1), l'immigration (+2), les retraites (+1), le système éducatif (+1), ou le logement (+1).

A votre avis, quels sont les deux problèmes les plus importants auxquels doit faire face (NOTRE PAYS) actuellement ?



Une à une, ces progressions sont limitées, mais on doit cependant noter le mouvement général à la hausse des

thématiques sociales et sociétales qui semble s'amorcer.

Ce glissement des préoccupations de l'économique au social n'est pas anecdotique : si, dans les périodes de crise, la thématique économique domine largement, les thèmes sociaux et de société sont nettement plus prégnants en période de (relative) prospérité économique, comme par exemple avant l'été 2007. Retour en arrière : quelles étaient les principales préoccupations nationales

des Européens au printemps 2007 ? [6]: aux trois premières places, le chômage (34%), l'insécurité (24%) et la situation économique (20%), devant la hausse des prix (18%), le système de santé (18%), et l'immigration (15%). Terrorisme et retraite étaient cités par 12% des Européens, devant le système éducatif (9%), les impôts (8%) et le logement (8%).

A votre avis, quels sont les deux problèmes les plus importants auxquels doit faire face (NOTRE PAYS) actuellement ?

	EB67 Pr. 2007	EB79 Pr. 2013	2013 - 2007	
Le chômage	34%	51%	+17	Hausse des préoccupations économiques
La situation économique	20%	33%	+13	
La hausse des prix/l'inflation	18%	20%	+2	
L'insécurité	24%	12%	-12	Baisse des préoccupations sociales et sociétales
Le système de santé	18%	11%	-7	
L'immigration	15%	10%	-5	
Le terrorisme	12%	3%	-9	
Les retraites/les pensions	12%	9%	-3	
Le système éducatif	9%	8%	-1	
Les impôts	8%	9%	+1	
Le logement	8%	5%	-3	
La protection de l'environnement	7%	4%	-7	
Les questions liées à l'énergie	4%			
La défense/la politique étrangère	2%	*	*	
La dette publiques	*	15%	*	

* Ces items n'étaient pas posés dans les deux vagues comparées

Les problématiques sociales et sociétales étaient donc toutes davantage mentionnées qu'actuellement avec des différences pouvant aller jusqu'à 7, voire même 12 points (pour l'insécurité) [7]. Pendant les périodes où les préoccupations à l'égard de l'économie sont moins affirmées, les citoyens se concentrent davantage sur des questions qui concernent directement leur quotidien, comme la santé, l'insécurité ou le logement.

C'est bien cette tendance qu'on observe dans l'enquête du printemps 2013 : les dimensions sociales et sociétales ont presque toutes progressé. Elles restent, pour le moment, bien largement en deçà des dimensions économiques, mais ce mouvement général à la hausse des préoccupations à l'égard des thèmes sociaux et sociétaux pourrait bien signifier que l'opinion publique européenne a le sentiment de sortir, peu à peu, de la crise.

6. la crise a démarré à l'été 2007, avec la crise des subprimes aux Etats-Unis. L'enquête analysée est l'EB67 du printemps 2007 http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/eb/eb67/eb_67_first_fr.pdf

7. Il convient de préciser que la liste d'item n'est pas strictement identique entre les deux enquêtes : en 2013, l'item la dette publique a remplacé la défense/la politique étrangère ; par ailleurs, les items la protection de l'environnement et les questions liées à l'énergie ont été réunies pour ne former désormais qu'un seul item les questions d'environnement, de climat, et d'énergie. Ces changements participent également à expliquer les évolutions constatées depuis 2007.

A votre avis, quels sont les deux problèmes les plus importants auxquels doit faire face (NOTRE PAYS) actuellement ?

	EB78 Aut. 2012	EB79 Pr. 2013	2013 - 2012	
Le chômage	48%	51%	+3	Baisse des préoccupations économiques
La situation économique	37%	33%	-4	
La hausse des prix/l'inflation	24%	20%	-4	
La dette publique	17%	15%	-2	
L'insécurité	11%	12%	+1	Hausse des préoccupations sociales et sociétales
Le système de santé et de sécurité sociale	12%	11%	-1	
L'immigration	8%	10%	+2	
Les retraites/les pensions	8%	9%	+1	
Les impôts	9%	9%	=	
Le système éducatif	7%	8%	+1	
Le logement	4%	5%	+1	
Les questions d'environnement, de climat et d'énergie	5%	4%	-1	
Le terrorisme	2%	3%	+1	

3. DES INEGALITES QUI SE CREUSENT

S'il faut se garder d'un trop grand optimisme, notamment parce que le chômage continue de grimper, les différents éléments sont porteurs d'espoir. Cependant, ces améliorations ont cependant un pendant négatif : des inégalités qui se creusent entre Européens.

L'analyse des évolutions nationales de la question sur l'impact de la crise sur l'emploi révèle que même si de fortes hausses sont observées en Belgique (+17) [8] et en Slovaquie (+16), les progressions les plus marquantes concernent surtout les pays les plus riches

de l'Union européenne : c'est notamment le cas de la Suède (+18), du Danemark (+13), du Luxembourg (+13) et des Pays-Bas (+13). A Chypre (+5), en Italie (+4), en Irlande (+2) et au Portugal (+1), pays plus durement frappés par la crise, ces hausses sont moins importantes [9].

Alors que dans l'enquête de l'automne 2012, 40 points séparaient la Bulgarie, pays dans lequel le sentiment que l'impact de la crise sur l'emploi avait déjà atteint son apogée était le plus prononcé (49%) de Chypre, où il était le plus faible (9%), cet écart est désormais de 46 points (entre la Danemark, 60% et Chypre, 14%).

...Laquelle de ces deux opinions se rapproche le plus de la vôtre ?

- Diff: Pr.2013 - Aut.2012 -

L'impact de la crise sur l'emploi a déjà atteint son apogée			
UE27	+7		
SE	+18	EE	+5
BE	+17	CY	+5
SK	+16	UK	+5
DK	+13	IT	+4
LU	+13	LV	+4

8. Différence EB Standard 79 (printemps 2013) - EB Standard 78 (automne 2012)

9. Les hausses importantes mesurées en Espagne (+11) et en Grèce (+10) ne permettent pourtant pas à ces pays de sortir de la queue de peloton (avec respectivement 33% et 30% pour « l'impact de la crise sur l'emploi a déjà atteint son apogée », et qui restent un peu inférieures, en intensité, à celles des pays les plus riches.

	NL	+13		PL	+4
	LT	+12		IE	+2
	MT	+12		RO	+2
	ES	+11		FR	+1
	EL	+10		PT	+1
	HU	+10		AT	=
	FI	+10		BG	-2
	DE	+7		SI	-2
	CZ	+6			
				HR	+15

...Laquelle de ces deux opinions se rapproche le plus de la vôtre ?

	L'impact de la crise sur l'emploi a déjà atteint son apogée
	EB78 Aut. 2012
 EU27	29%
 BG	49%
 EE	48%
 DK	47%
 AT	44%
 LV	42%
 HU	39%
 IE	38%
 LT	37%
 MT	37%
 RO	37%
 CZ	33%
 NL	33%
 PL	32%
 UK	32%
 FI	31%
 IT	30%
 SK	30%
 DE	27%
 FR	25%
 SI	25%
 SE	24%
 ES	22%
 LU	22%
 BE	21%
 EL	20%
 PT	18%
 CY	9%
 HR	28%

40

...Laquelle de ces deux opinions se rapproche le plus de la vôtre ?

	L'impact de la crise sur l'emploi a déjà atteint son apogée
	EB79 Pr. 2013
 EU27	36%
 DK	60%
 EE	53%
 LT	49%
 HU	49%
 MT	49%
 BG	47%
 LV	46%
 NL	46%
 SK	46%
 AT	44%
 SE	42%
 FI	41%
 IE	40%
 CZ	39%
 RO	39%
 BE	38%
 UK	37%
 PL	36%
 LU	35%
 DE	34%
 IT	34%
 ES	33%
 EL	30%
 FR	26%
 SI	23%
 PT	19%
 CY	14%
 HR	43%

46

On observe le même phénomène entre catégories sociodémographiques. A l'automne 2012, 9 points séparaient les personnes ayant arrêté tôt leurs études des plus diplômés (15-, 23% ; 20+, 32%) ; cet écart était de 13 points entre les personnes ayant des difficultés à payer leurs factures la plupart du

temps et celles n'ayant pratiquement jamais ce type de difficultés (la plupart du temps, 19% ; pratiquement jamais, 32%). Au printemps 2013, l'écart s'est sensiblement creusé : il est désormais de 15 points sur le niveau d'éducation, et de 17 points sur la difficulté à payer ses factures.

... Laquelle de ces deux opinions se rapproche le plus de la vôtre ?

L'impact de la crise sur l'emploi a déjà atteint son apogée			
	EB78 Aut.2012	EB79 Pr.2013	Diff. Pr.2013 - Aut.2012
UE27	29%	36%	+7
Age de fin d'étude			
15-	23%	27%	+4
16-19	29%	34%	+5
20+	32%	42%	+10
Toujours étudiant	39%	43%	+4
Difficultés à payer ses factures			
La plupart du temps	19%	23%	+4
De temps en temps	28%	33%	+5
Pratiquement jamais	32%	40%	+8

Lorsque la situation s'améliore au niveau de la moyenne européenne, ce sont les pays les plus riches et les catégories les plus aisées qui sont le plus à l'origine de ces hausses. Les progressions sont souvent moins importantes parmi les pays les plus en difficulté et les catégories plus précarisées. Derrière cette amélioration de la situation européenne, il semble donc que les inégalités entre Européens s'aggravent.

Dans ce contexte, il n'est pas surprenant qu'une majorité d'Européens considère ne pas se sentir plus proche des citoyens des autres Etats membres, suite à la crise (52%, contre 42%) [10]. L'indice d'accord [11] avec cette affirmation a perdu 4 points depuis la dernière enquête, et on enregistre des baisses dans 18 Etats membres, parfois spectaculaires (-22 au Portugal, -19 en Slovaquie, et -13 en Espagne).

Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes.
Suite à la crise, vous vous sentez plus proche des citoyens des autres pays européens

	Total 'D'accord'	Total 'Pas d'accord'	Indice	Evolution Indice Pr.2013-Aut.2012
UE27	42%	52%	-10	↓ - 4
PT	45%	48%	-3	↓ - 22
SI	33%	65%	-32	↓ - 19
ES	44%	49%	-5	↓ - 13
BG	40%	51%	-11	↓ - 9
CY	58%	40%	+18	↓ - 8
IT	57%	36%	+21	↓ - 7
NL	34%	64%	-30	↓ - 5
EL	61%	37%	+24	↓ - 4
RO	39%	50%	-11	↓ - 4
AT	37%	60%	-23	↓ - 3
FR	43%	49%	-6	↓ - 2
LV	30%	63%	-33	↓ - 2
FI	40%	59%	-19	↓ - 2
BE	53%	46%	+7	↓ - 1
DK	23%	75%	-52	↓ - 1
EE	35%	58%	-23	↓ - 1

10. Cf. EB Standard 79

11. Différence entre le « total d'accord » et le « total pas d'accord ».

	IE	48%	44%	+4	↓ - 1
	LT	41%	50%	-9	↓ - 1
	MT	45%	38%	+7	↓ - 1
	PL	49%	42%	+7	↔
	UK	30%	61%	-31	↑ + 1
	SE	33%	64%	-31	↑ + 2
	DE	40%	57%	-17	↑ + 4
	HU	37%	59%	-22	↑ + 7
	CZ	35%	60%	-25	↑ + 9
	LU	51%	45%	+6	↑ + 15
	SK	43%	52%	-9	↑ + 15

Parallèlement, cet indice a perdu du terrain dans la plupart des catégories sociodémographiques, avec des chutes un peu plus marquées auprès des chômeurs (-9) et des moins diplômés (-7).

Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes.

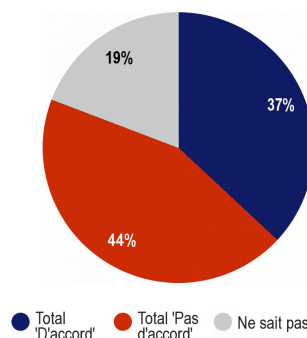
Suite à la crise, vous sentez plus proche des citoyens des autres pays européens

	Total 'D'accord'	Total 'Pas d'accord'	Indice	Evolution Indice Pr.2013-Aut.2012
UE27	42%	52%	-10	↓ - 4
Age de fin d'études				
15-	38%	54%	-16	↓ - 7
16-19	42%	52%	-10	↓ - 2
20+	46%	50%	-4	↓ - 2
Toujours étudiant	43%	50%	-7	↓ - 1
Catégorie socioprofessionnelle				
Indépendants	45%	50%	-5	↓ - 2
Cadres	45%	52%	-7	↑ + 5
Autres employés	48%	47%	+1	↑ + 1
Ouvriers	40%	54%	-14	↓ - 4
Hommes/ femmes au foyer	42%	50%	-8	↓ - 3
Chômeurs	40%	54%	-14	↓ - 9
Retraités	41%	51%	-10	↓ - 4
Etudiants	43%	50%	-7	↓ - 1

Enfin, interrogés sur ce que sera l'Union européenne après la crise, les Européens sont pessimistes. Une majorité d'entre eux estime que l'Europe post-crise sera moins équitable (44%, contre 37%) [12].

Pouvez-vous me dire dans quelle mesure vous êtes d'accord ou pas d'accord avec chacune des propositions suivantes.

L'UE sortira plus équitable de la crise



UE27

12. Cf. EB Standard 79

C'est un risque important auquel l'Union européenne est exposée. Elle doit en effet s'assurer que l'ensemble des Européens, dans tous les Etats membres et toutes les catégories sociodémographiques, bénéficient du rebond économique (il semble encore trop tôt pour parler de sortie de crise). En effet, si les inégalités entre Européens s'aggravent, il est probable que les attitudes négatives à l'égard de l'Europe se renforceront encore davantage.

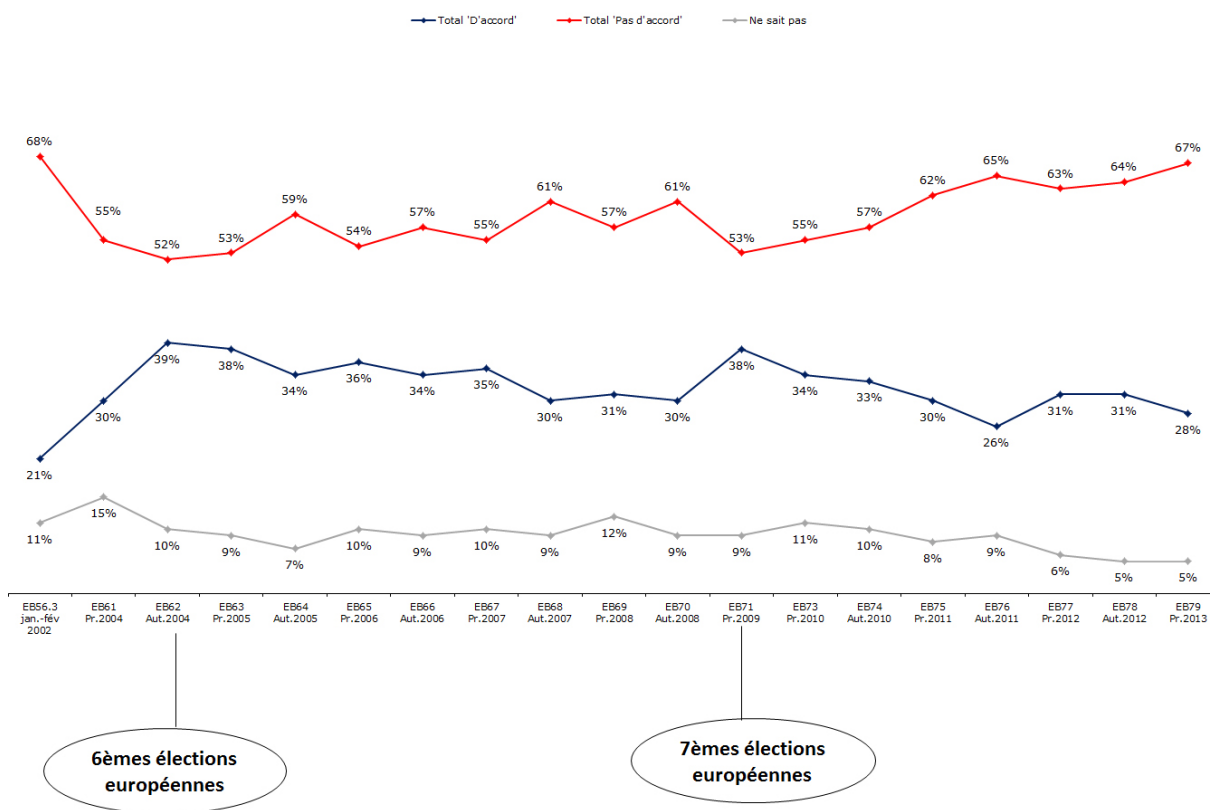
4. LES ELECTIONS EUROPEENNES : UNE OPPORTUNITE POUR L'AVENIR DE L'UE ?

En mai 2014, les Européens seront appelés à élire leurs députés européens. Les élections européennes, jusqu'ici marquées par des taux de participation en baisse constante [13], pourraient bien représenter une réelle opportunité pour l'Union européenne et ses institutions de redresser leur image

au sein de l'opinion.

Commençons par un constat : l'indicateur « ma voix compte dans l'Union européenne » a enregistré des hausses sensibles à l'occasion des deux derniers scrutins européens, en 2004 et en 2009. Dans l'Eurobaromètre 62 [14], réalisé quelques mois après les élections européennes de juin 2004, il atteint 39%, soit une hausse de 9 points par rapport à l'enquête précédente (réalisée en février-mars 2004) [15]. Même chose pour l'enquête du printemps 2009 [16], dont le terrain a eu lieu du 12 juin au 8 juillet, soit juste après les élections de juin 2009 : le sentiment que [sa] voix compte dans l'UE enregistre une hausse de 8 points (à 38%), par rapport à l'automne 2008 [17]. On peut donc s'attendre à une hausse sensible de cet indicateur après les élections de mai 2014, d'autant qu'il est à un niveau particulièrement bas (28% des Européens considèrent que leur voix compte dans l'UE, troisième plus bas niveau jamais enregistré).

Etes-vous plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord avec les affirmations suivantes ?
- Ma voix compte dans l'Union européenne -



6èmes élections
européennes

7èmes élections
européennes

13. Rappel des taux de participation aux différents scrutins européens : 1979 : 61,99% ; 1984 : 58,98% ; 1989 : 58,41% ; 1994 : 56,67% ; 1999 : 49,51% ; 2004 : 45,47% ; 2009 : 43,00%

14. Eurobaromètre Standard 62, automne 2004 http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/eb/eb62/eb62first_fr.pdf

15. Eurobaromètre Standard 61, printemps 2004 http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/eb/eb61/eb_61_first_fr.pdf

16. Eurobaromètre Standard 71, printemps 2009 http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/eb/eb71/eb71_fr.htm

17. Eurobaromètre Standard 70, automne 2008 http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/eb/eb70/eb70_first_fr.pdf

Or cette variable est fortement corrélée aux indicateurs de soutien à l'Union. Une majorité absolue des Européens, qui ont le sentiment que leur voix compte dans l'UE, a confiance dans l'Union européenne (52%), en a

une image positive (51%) et est optimiste pour son futur (74%). A l'inverse, c'est le cas d'une minorité seulement de ceux qui considèrent que leur voix n'est pas entendue dans l'UE (respectivement 22%, 22% et 38%) [18].

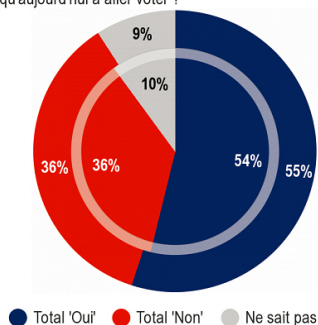
	UE27	Ma voix compte dans l'UE	
		D'accord	Pas d'accord
Confiance dans l'UE			
Plutôt confiance	31%	52%	22%
Plutôt pas confiance	60%	41%	69%
Image de l'UE			
Total 'Positive'	30%	51%	22%
Total 'Negative'	29%	13%	36%
Futur de l'UE			
Total 'Optimiste'	49%	74%	38%
Total 'Pessimiste'	46%	23%	57%

Il est donc fort probable qu'à l'occasion des prochaines élections européennes, les différents indicateurs de soutien à l'Union européenne vont progresser. Et cela d'autant plus que l'amélioration des indicateurs de perception de la situation économique crée un environnement plus favorable.

Pour la première fois dans l'histoire des élections européennes, les grandes familles politiques vont désigner

à l'avance un candidat pour le poste de Président de la Commission européenne. Les citoyens de tous les Etats membres participeront donc - indirectement - à l'élection du Président de la Commission en cas de victoire de leur famille politique aux élections. Interrogés sur le sujet, les Européens se montrent majoritairement favorables à cette idée : une majorité absolue déclare même que cela les incitera même davantage à aller voter qu'à l'heure actuelle (55% contre 36% d'un avis contraire) [19].

Q31. Imaginez qu'aux prochaines élections européennes, les grandes familles politiques européennes présentent, sur la base d'un programme commun, un/une candidat(e) au poste de Président de la Commission européenne. Les citoyens de tous les Etats membres participeraient donc indirectement à l'élection du Président de la Commission européenne en cas de victoire de sa famille politique aux élections européennes. Est-ce que cela vous inciterait davantage qu'aujourd'hui à aller voter ?



Camembert intérieur : EB77.4 juin 2012
Camembert extérieur : EB79.5 juin 2013



18. Cf. EB Standard 79

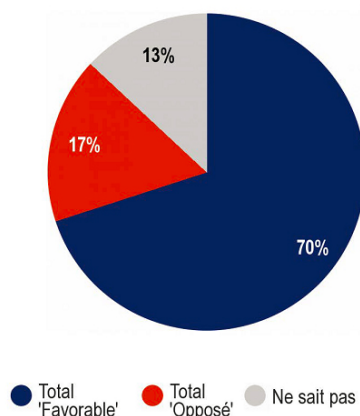
19. Eurobaromètre spécial : « A un an des élections européennes de 2014 », juin 2013 http://www.europarl.europa.eu/pdf/eurobarometre/2013/election/synth_finale_fr.pdf

L'opinion publique européenne : en finir avec le pessimisme ?

Les Européens souhaitent même qu'on aille plus loin, et pouvoir élire directement le Président de la Commission euro-

péenne, dans un futur proche : 70% d'entre eux s'y disent favorables, contre 17% seulement qui y sont opposés.

Q32. Seriez-vous favorable ou opposé(e) à ce que dans un futur proche le Président de la Commission européenne soit élu directement par les citoyens européens ?



Ces élections pourraient entraîner un réel changement positif dans l'opinion publique européenne à l'égard de l'Union européenne et de ses institutions. A l'occasion de ce rendez-vous démocratique, les citoyens ont davantage le sentiment d'être pris en compte par l'Union, et ce sentiment pourrait encore être renforcé par le fait qu'ils participeront, par leur vote, au choix du futur Président de la Commission européenne. Mais pour cela, il faut que l'Europe mette tous les atouts de son côté, et notamment qu'elle mette en place une stratégie de communication efficace afin d'informer la population sur cette évolution, en mettant principalement l'accent sur le fait que leur vote aura désormais un effet immédiat sur le fonctionnement des institutions. L'impact sur le rapport des Européens aux élections européennes et, au-delà, à leurs institutions, pourrait bien être important. Et pourquoi pas, être susceptible d'inverser pour la première fois la courbe du taux de participation aux élections européennes.

CONCLUSION

Les années de crise que l'Europe vient de traverser ont laissé des traces : pendant cette période, de nombreux indicateurs de l'Eurobaromètre ont atteint leurs états de crise et la défiance envers l'Union et ses institutions

n'a jamais été aussi importante. Mais il se pourrait bien qu'on aperçoive, enfin, de la lumière au bout du tunnel.

Les dernières enquêtes Eurobaromètre délivrent des enseignements qui incitent à l'optimisme, même relatif : l'amélioration des projections économiques est un premier élément encourageant. D'autant qu'il se double d'une tendance à la baisse de la plupart des préoccupations économiques et d'une progression des préoccupations sociales et sociétales. Prises une à une, ces hausses restent limitées, mais un mouvement général semble s'amorcer.

Pourquoi faudrait-il se réjouir du remplacement de certaines préoccupations par d'autres ? Parce que dans les périodes de (relative) prospérité économique (comme avant la crise au printemps 2007), les préoccupations portent bien davantage sur les questions sociales et sociétales. La combinaison de ces différents éléments (améliorations des projections pour l'avenir, baisse des préoccupations économiques et hausses des inquiétudes sur les sujets sociaux et sociétaux) pourrait signifier que l'Union européenne tend, peu à peu, vers la situation qui était la sienne avant la crise. On peut donc se demander si le moral de l'opinion publique européenne n'est pas en train de démarrer un nouveau cycle, plus positif.

Mais cette évolution positive a un revers : les inégalités entre Européens semblent se creuser. Comme si ce n'était pas l'Union européenne entière, mais uniquement les plus favorisés qui sortaient de la crise. Il y a là un réel danger dont l'Union européenne et ses institutions doivent tenir compte : il convient de s'assurer que, si reprise il y a, elle bénéficie à tous. Faute de quoi, les opinions négatives, voire même l'hostilité à l'égard de l'Europe, pourraient bien progresser et les élections européennes servir de défouloir aux laissés pour compte.

Ce serait particulièrement dommage, car ce rendez-vous électoral constitue une réelle opportunité. Pour la première fois, les électeurs vont participer – indirectement – au choix du Président de la Commission européenne, et cette nouveauté semble séduire une bonne partie des Européens. Ils seront davantage impliqués dans le processus décisionnel, ce qui les rapprochera des institutions. Au-delà de ce progrès démocratique, élire le Président de la Commission permettra aux Européens de donner un visage à l'Europe, qui apparaît bien trop souvent comme une nébuleuse lointaine et désincarnée. Cela pourrait bien avoir un réel impact sur le rapport des Européens à leurs institutions. Mais pour cela, il est né-

cessaire d'informer et d'expliquer en quoi consiste précisément cette évolution institutionnelle. A quelques mois du scrutin, il y a urgence : il est grand temps de préparer des outils de communication efficaces qui pourront être déployés lorsque la campagne électorale aura commencé. Les sujets de réflexion sont nombreux : quels messages mettre en avant ? Quelles cibles viser ? Comment expliquer ce qui va changer, sans être trop technique ? Quels argumentaires préparer pour contrer les critiques qui ne manqueront pas d'affluer du camp des eurosceptiques ? La tâche est difficile, les écueils nombreux, mais « le jeu en vaut la chandelle » : l'image de l'Union européenne et de ses institutions peut et doit tirer profit du prochain scrutin européen.

Julien Zalc

Diplômé de l'institut politique de Grenoble (DESS PROGIS), il a commencé sa carrière dans le département politiques et opinion de TNS Sofres. En 2006, il rejoint TNS opinion, le centre de coordination d'enquêtes internationales du groupe TNS, en charge notamment de l'Eurobaromètre. Depuis 2009, il continue sa collaboration avec TNS opinion en tant que consultant. Il est l'auteur de plusieurs articles, notamment pour « l'opinion européenne »

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.